

CRESC

Centre de Recherche
Economie Société Culture
MOHAMMED VI POLYTECHNIC UNIVERSITY
جامعة محمد السادس متعددة التخصصات

**Approches croisées de l'économie et des sciences sociales.
Les nouvelles techniques de l'Etat social en Afrique**

Groupe coordonné par

Saïd Hanchane, Boris Samuel

Avec

Eric Verdier

Ayache Khellaf,

Membres de l'équipe RAMED

Nadia Hachimi

Ce groupe de recherche part de l'intérêt commun des deux coordonnateurs pour des techniques économiques et statistiques qui sont largement utilisées actuellement pour la formulation et la conduite des politiques publiques, au Maroc et ailleurs en Afrique : les outils de planification des politiques sociales et les techniques de ciblage de ces politiques sur des populations bien

déterminées, en particulier les « pauvres ». Ces objets recouvrent actuellement des enjeux saillants pour les sciences économiques et la gestion publique -qui développent de nombreux travaux de recherche et d'ingénierie pour les incorporer dans la conduite des politiques des Etats- et pour le corpus de la sociologie politique -dans la mesure où les transformations des techniques de l'action publique induisent des recompositions de l'Etat et des transformations des manières de gouverner. Dans les deux champs disciplinaires, ils renvoient à des débats et à des processus d'accumulation de connaissances. En particulier, les réformes fondées sur la nouvelle gestion publique ou les techniques de l'évaluation des politiques publiques (jusqu'au récent développement de l'expérimentation aléatoire ou de l'économie comportementale¹) ont connu un essor qui redéfinit depuis dix ans les politiques de développement économique et les formes de l'ingénierie qu'elles génèrent. Elles suscitent aussi des débats et clivages au sein de la discipline économique, certains courants s'inquiétant par exemple des fondements néolibéraux de l'idéologie dominante, ou de l'usage problématique des techniques quantitatives pour le développement (pour en citer quelques uns, pensons aux travaux de Ben Fine, Agnès Labrousse, J.M. Servet ou Morten Jerven...). Pour les politistes et sociologues, ce mouvement renvoie entre autres à l'adoption de nouveaux instruments qui refaçonnent l'action publique en créant de nouveaux savoirs de gouvernement. Par ailleurs, si les sociétés politiques, avec leurs histoires propres, se réapproprient ces techniques en les transformant et en les réinventant, les nouvelles ingénieries économiques et sociales contribuent à faire advenir de nouveaux rapports sociaux, à faire émerger de nouveaux sujets politiques. Dans une période marquée par l'occurrence des récits de l'« émergence africaine », ainsi que par la réaffirmation de la prééminence du social dans le monde de l'aide (avec l'adoption des ODD), il apparaît que ces nouvelles technologies de gouvernement ont le pouvoir de définir ce que peut être l'horizon actuel de déploiement d'une nouvelle forme d'« Etat social » en Afrique. C'est une interrogation sur les formes que recouvrira ce possible nouvel Etat social que notre groupe propose de conduire, en partant d'un questionnement des pratiques techniques et des formes des savoirs que les politiques de développement engagent actuellement.

Dans le passé, la sociologie, la science politique et l'anthropologie se sont largement emparées des techniques de l'économie et de la statistique, en proposant des lectures critiques qui forment désormais un corpus solide pour penser l'économie en société². Mais ce travail, qui a été notamment conduit grâce aux travaux d'économistes et de statisticiens mettant en perspective leurs

¹ Cf le dernier rapport sur le développement dans le monde de la Banque Mondiale

² Selon de multiples traditions de pensées qu'il serait bien trop long de lister ici

propres pratiques techniciennes³, a surtout été accompli à partir des pays du Nord. L'économie du développement est pour sa part souvent restée à l'écart de ces remises en perspectives réflexives, et les travaux sur le continent Africain sont restés assez fragmentés et localisés⁴. Les sources d'inspiration ne manquent pourtant pas : par le passé, des groupes de travail importants, comme ceux du groupe AMIRA en France ont posé des jalons riches en s'interrogeant sur les catégories de la statistique dans le domaine du développement ; il ne peut non plus être oublié que certains des théoriciens ayant historiquement fondé les approches du développement étaient à la fois économistes et sociologues (comme Albert Hirschmann ou François Perroux). Il convient de revenir sur ce questionnement. Le but du groupe sera pour cela d'offrir un socle où des chercheurs de différentes disciplines pourront collaborer en vue de faire dialoguer les méthodes des sciences sociales et de l'économie.

Plusieurs approches guideront le travail :

- Le groupe proposera tout d'abord d'employer les méthodes des sciences sociales (histoire, sociologie, sociologie politique, anthropologie) pour analyser des techniques des professionnels de l'économie, de la planification et de la statistique. L'objectif sera plus spécifiquement de réfléchir à partir des savoirs économiques en action, en partant de cas précis et empiriques, dont les significations sociopolitiques singulières seront étudiées. Ainsi par exemple, les programmes marocains RAMED, TAYSSIR, ou le fonds de solidarité pourront être constitués en objets pour les sciences sociales.

- Le groupe conduira aussi une réflexion sur la place des savoirs et méthodes concrètes de l'économie dans l'analyse de sciences sociales. A l'heure où (après la crise des subprimes) l'économie est en procès, à l'heure aussi où les approches critiques ont pris un nouvel élan (voir par exemple les travaux de Steve Keen ou des *Economistes atterrés*), les sciences sociales ne peuvent se contenter de dénoncer les travers des méthodes économiques. Pour saisir le rôle de l'économie en société, le groupe mettra en lumière la nécessité d'une compréhension des enjeux internes des méthodes économiques et statistiques pour conduire une sociologie de l'Etat et pour comprendre les modes de gouvernement qu'ils induisent. Ainsi par exemple, il pourra montrer que les préoccupations techniciennes des statisticiens en charge du ciblage des politiques sociales, ou des économistes en charge de l'évaluation des politiques éducatives doivent être analysées pour étudier les politiques sociales actuelles, et plus largement les sociétés politiques.

³ on pense bien sûr à la sociologie historique de la statistique ou à l'école des conventions, issues des travaux d'administrateurs de l'INSEE en France, comme Alain Desrosières, Robert Salais ou Laurent Thévenot

⁴ même si la mode de l'interrogation sur les indicateurs a fini par gagner le champ du développement également, cf. par exemple le numéro récent de la Revue Tiers Monde.

- Il aura aussi pour objectif de fournir un cadre réflexif pour des travaux économiques en cours de confection. Le groupe pourra en effet chercher à faire surgir les non-dits de certaines méthodes économiques empiriques en remettant en perspective les significations des catégories et méthodes qu'elles utilisent. Au besoin de quantifier pour administrer la preuve, peut en effet être adjointe une réflexion sur les significations sociales des catégories, sur leur genèse et leur formation. L'objectif sera de mieux mettre en dialogue l'emploi des méthodes économiques avec la capacité à passer dans un espace de réflexion social et politique. Ainsi par exemple, les enjeux de la compréhension de ce que recouvrent aujourd'hui les catégories de « pauvres », de « vulnérables », ou encore de « subvention » peuvent éclairer les travaux de chercheurs participant à des enquêtes statistiques de large portée.